

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°325 du samedi 11 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 13.

**Médias et extrémisme religieux :
Vaut mieux tard que jamais**

Page 4



**Manufacture Burkinabé de
Cigarettes (MABUCIG)
Un jubilé d'or hautement célébré**

Page 5



**Fête du 8 Mars au Burkina : Des
femmes dénoncent le caractère
festif**

Page 2



**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



ÉVÉNEMENT

Fête du 8 Mars au Burkina : Des femmes dénoncent le caractère festif

Région du Centre



Les responsables du CADDL (Zoénabo Compaoré, 2e vice-présidente de la CADDL au milieu).

Les femmes de la Coalition des associations pour la défense du droit au logement (CADDL) ont animé une conférence de presse le mardi 7 mars 2017 au siège du REN-LAC à Ouagadougou. L'objectif est de porter à la connaissance de l'opinion publique qu'elles célèbrent leur journée internationale de la femme le jeudi 09 mars 2017 et dénoncent le caractère festif de cette célébration au Burkina.

Les femmes réunies au sein de la Coalition des associations pour la défense du droit au logement ont décidé de se démarquer des festivités du 8 Mars et consacrent la journée du 9 Mars à leurs activités commémoratives. Elles l'ont fait savoir aux journalistes au cours d'un point de presse le mardi 7 mars 2017. Pour marquer cette commémoration, elles prévoient une marche-meeting au cours de laquelle une plateforme sera remise de manière symbolique au maire de l'arrondissement 7,

car cette plateforme doit parvenir aux mairies de tous les autres arrondissements. Une projection cinématographique sur le rôle de la femme dans la lutte pour l'avènement de la démocratie au Burkina Faso sera également diffusée.

Cette conférence de presse a tenu également de cadre pour ces femmes de faire entendre leur mécontentement sur la manière de célébrer la Journée internationale

La suite à la page 3.



ÉVÉNEMENT

La suite de la page 2.



Les participants.

de la femme au Burkina Faso. En effet, elles dénoncent le caractère festif de cette **célébration car pour elles nombreuse sont ces femmes qui** vivent dans des conditions précaires.

Pour Zoénabo Compaoré, 2e vice-présidente de la CADDL. « Beaucoup de femmes vivent

dans des conditions extrêmement difficiles. La journée internationale de la femme au Burkina Faso ne doit pas être marquée uniquement par les djandjoba et le port du Mars 8 »

Elle a aussi ajouté que des millions de femmes et de familles sont frappées par la vie chère au Burkina Faso et qu'il n'y a pas question que

certaines commerçants vendent aux femmes les pagnes à des prix exorbitants. Elle s'est également intéressée aux problèmes d'accès à la terre, à l'eau potable, à l'école, à la formation et à l'emploi décent, aux crédits.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



Médias et extrémisme religieux : Vaut mieux tard que jamais

Région du Centre



Il s'agit d'un communiqué du Conseil supérieur de la communication (CSC) à sa direction de la communication qui fait suite à la rencontre dudit Conseil avec les responsables des médias de la région du Sahel et les forces de défenses pour une synergie d'action.

Le Burkina Faso fait face depuis un certain temps à des menaces au plan sécuritaire à même de troubler la paix dans certaines localités. Outre les menaces terroristes, l'on assiste à une radicalisation du discours religieux dans certaines localités comme celles du Sahel et du Sourou lors des prêches de certains responsables religieux qui font l'apologie de la violence,

au mépris de la réglementation. Conscient que la diffusion de tels propos peut contribuer à envenimer la situation et compromettre les efforts de l'Etat, le Conseil supérieur de la communication a initié cette rencontre de sensibilisation avec les responsables de médias du Sahel et les Forces de Défense et de sécurité.

Sous la conduite de la présidente du CSC, madame Nathalie SOME, cette rencontre a permis d'échanger avec les responsables de médias en vue d'éviter la diffusion de messages pouvant heurter la sensibilité des populations, inciter celles-ci à la violence ou compromettre les efforts de l'Etat au plan sécuritaire. Les médias de la région du Sahel

sont en prise avec des menaces multiformes qui entravent sérieusement leur mission sur le terrain. Des témoignages poignants livrés à l'occasion ont permis de comprendre que les hommes de médias, ceux du Soum en particulier, vivent leur sacerdoce avec « la peur au ventre ». La menace sur la liberté d'expression est réelle dans la localité. Pour amoindrir le risque d'être pris pour cible, des responsables de radios ont élagué leurs grilles de programmes.

L'échange instauré entre médias et représentants des Forces de défense et de sécurité (FDS) a été fraternel et fructueux. Les FDS ont rappelé aux hommes de médias le schéma de collaboration

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4

souhaitable : aller à la source, vérifier l'information, éviter les scoops ou les informations de nature à semer la psychose et s'en tenir aux informations de sources officielles dignes de foi. Les journalistes se sont dits conscients de leur responsabilité sociale et ont souhaité plus d'ouverture et de collaboration de la part des FDS car la recherche de l'information commande souvent diligence et précision. Unanimement, les journalistes

ont lancé un appel aux autorités pour la prise en compte de leur sécurité dans les zones sensibles ; étant, du fait de leur mission, contraints de descendre sur les théâtres d'opérations qu'importe l'heure et les circonstances.

La présidente du CSC, s'est dite préoccupée par la sécurité des hommes et femmes de médias. Aussi leur a-t-elle recommandé prudence et discernement. A l'issue de cette activité qui devrait

également concernée la ville de Ouahigouya, un rapport sera fait aux autorités avec de fortes recommandations pour la prise en compte de la donne sécuritaire des médias dans les zones sensibles.

La Direction de la communication et des relations publiques / CSC

Aris SOMDA pour SCI

Manufacture Burkinabé de Cigarettes (MABUCIG) Un jubilé d'or hautement célébré

Région des Hauts Bassins

La Manufacture Burkinabé de Cigarettes (MABUCIG) à célébré le vendredi 24 février 2017 son jubilé d'Or au sein de l'usine à Bobo-Dioulasso. Venu de toutes les usines de l'Afrique rattachées au groupe Imperial Tobacco, les acteurs du tabac ont marqué ce cinquantième anniversaire par de grands moments.

Ouverte en 1966, l'usine de fabrication du tabac a commencé ses activités en 1967, avec 13 ouvriers. 50 ans après, ce sont environ 280 personnes qui travaillent dans cette grande entreprise de fabrication de cigarettes, avec plus de 60 000 emplois indirects offerts à travers les revendeurs de cigarettes. D'une petite entreprise avec 13 ouvriers, la MABUCIG est aujourd'hui

une grande unité de production appartenant au groupe Imperial Tobacco, 4^{ème} mondial et qui possède plus de 10 usines en Afrique. Pour le Président du Conseil d'Administration (PCA) Lanciné Diawara, « des efforts sont faits pour maintenir Bobo-Dioulasso comme capitale économique du pays ». D'autant plus que le chiffre d'affaire de la société s'élève de nos jours à 60 milliards de francs CFA, avec près de 40 milliards de taxes reversées à l'Etat en 2016.

Lanciné Diawara : « Nous sommes conscients des effets du tabac sur la santé »

A la MABUCIG, il y a presque 3 milliards distribués directement en termes de salaire par an, des revenus en créant des emplois indirects à 60 000 personnes. Une

lutte est menée pour réduire la fraude et faire en sorte que l'Etat puisse percevoir les taxes sur au moins à 90% sur les cigarettes. Nous savons que le tabac est un produit à controverse et qu'il faille utiliser des mesures d'hygiène adaptées. Nous sommes certifiés ISO 9001, ISO 14001, nous voulons faire en sorte que cette usine soit certifiée ISO 18001 en ce qui concerne la sécurité et la santé. Nous comptons également faire en sorte qu'il y ait une traçabilité et un marquage sécurisé pour tous les produits qu'il y a au Burkina Faso de manière à réduire la fraude et maximiser les recettes que nous devons à l'Etat, que toutes les qualités de cigarettes produites puissent être suivies en temps réel par l'Etat. Nous estimons qu'il faut que nous prenons toutes les

La suite à la page 6.



ACTU RÉGION

La Suite de la page 5.

dispositions pour respecter la réglementation en la matière, c'est à dire la convention cadre de l'OMS qui s'impose aux pays, qui veut qu'il y ait des marquages sanitaires sur les paquets. Nous sommes prêts à faire tout cela. Nous pensons qu'il faut d'abord mettre les messages tels que le tabac tue, le tabac est cancérigène, avant d'aller aux cryptogrammes. Nous voulons qu'au moment où nous allons les mettre sur place, que ce soit généralisé dans la sous-région. Au moment où nous allons aller vers les paquets neutres, où il n'y a pas de marque, que nous ne soyons pas les seuls à le faire parce que si nous sommes les seuls, nous allons nous imposer une réglementation trop rigoureuse et restrictive, ce qui va favoriser la fraude et mettre à mal le fonctionnement de cette usine sans pour autant que cela soit efficace. Parce qu'on n'empêchera pas les gens de fumer et les cigarettes de rentrer.

La cérémonie de célébration des cinquante ans a été marquée par des moments de reconnaissance envers le personnel de la MABUCIG. Ainsi, des médailles ont été remises à une catégorie de personnes. 14 personnes ont reçu la médaille de bronze attestant qu'elles ont entre 15 et 20 ans de service ; 15 médaillés d'argent pour une période comprise en 20 et 25 ans de service, et 33 médaillés d'or pour plus de 25 ans de service. Les anciens de l'entreprise, aujourd'hui à la retraite ont également reçu des attestations d'ancienneté. Pour clore la cérémonie, un baobab a été planté au sein de l'usine comme arbre du cinquantenaire.

Nicole A.B. OUEDRAOGO



Le cinquantenaire de la MABUCIG marqué par la plantation d'un baobab.



Pour le Directeur de Imperial Tobacco Xavier Duroux, l'usine de la MABUCIG est l'une des plus importantes du groupe en Afrique.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Commémoration du 8 mars 2017 : La réaction du co-parrain, le ministre Bessolé René BAGORO

Région du Centre



Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO.

La journée internationale de la femme a été commémorée ce mercredi 8 mars 2017 sous le thème : « La valeur morale de la personne humaine, responsabilité des communautés dans la lutte contre l'exclusion sociale des femmes ».

Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO a co-parrainé cette journée. A l'issue de la cérémonie officielle, boulevard de l'Indépendance il a dit ceci :

« Je voudrais d'abord remercier ma collègue chargée de la Promotion de la Femme et tous ses

collaborateurs pour m'avoir choisi.

Cette année, le thème porte sur l'exclusion sociale. En tant que ministre chargé des Droits humains, c'est un domaine dans lequel nous intervenons tous les jours. Même si je n'avais pas été parrain, je suis très solidaire.

Par exemple, nous intervenons au niveau du centre Delwendé de Tanghin, en faveur de la réinsertion des femmes. C'est une activité qui relève aussi de mon ministère et c'est avec plaisir que j'ai accepté de co-parrainer avec le président du Conseil économique et social.

Nous allons nous engager à redoubler d'effort pour que ces femmes puissent un jour

retrouver leurs domiciles. Notre souhait est que ces centres disparaissent parce qu'il n'y aurait plus de femmes exclues.

En tant que ministère chargé des Droits humains nous allons poursuivre la sensibilisation. Nous allons travailler également à aider le ministère chargé de la Femme à la réinsertion des personnes exclues. En tant que ministère chargé de la Justice, c'est aussi d'aider au renforcement de la législation présente et aussi prendre les mesures qui s'imposent devant les juridictions pour sanctionner. Vous savez qu'il y a une loi en vigueur qui sanctionne ces actes ».



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le ministère de l'urbanisme et de l'habitat et du syttpbha se parlent

Région du centre

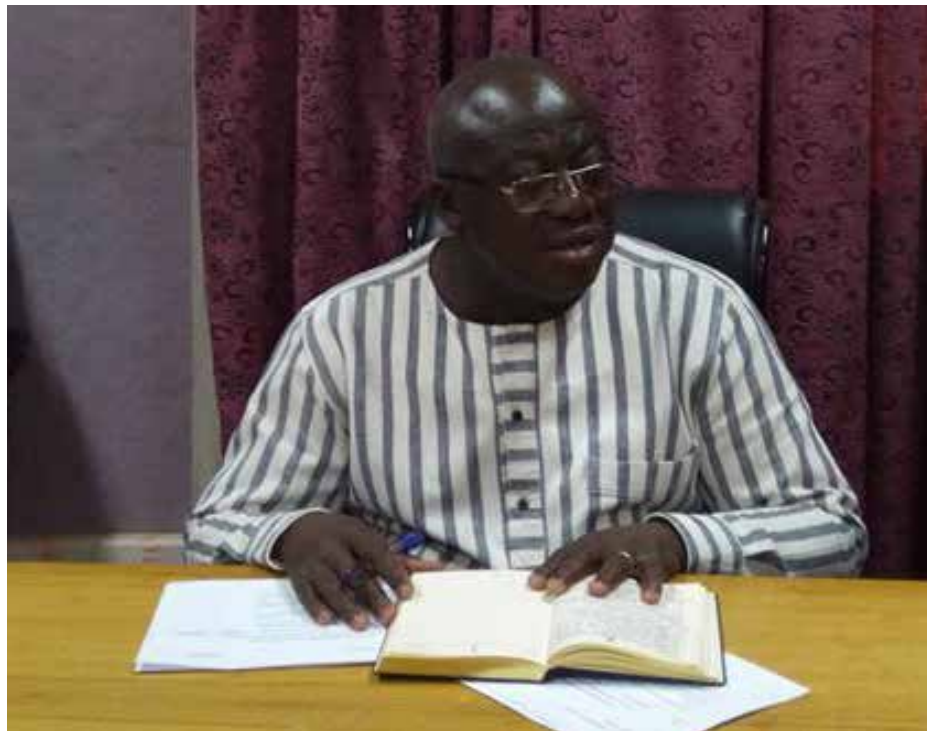
Ce mardi 7 mars 2017, le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat et ses collaborateurs échangent avec le syndicat du ministère.

24 points sont inscrits à l'ordre du jour. Tous les points ont reçu des réponses du ministère de l'urbanisme et de l'habitat.

Voici quelques réponses aux points de revendications.

L'instauration d'une indemnité de risques de 80 000 FCFA pour les agents du MUH. La réponse est que la notion de risque est déjà prise en compte dans l'indemnité d'astreinte.

Le relèvement des indemnités de technicité et de logements.



Le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat.



Les membres de la conférence.

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

La réponse est que la question du relèvement des indemnités est traitée de manière globale.

La suppression du CEFAC et le reversement de ses attributions au Ministère. La réponse que le ministère va s'engager à une réflexion sur la question.

La dotation d'au moins 3 véhicules, d'au moins 2 motos, d'un minimum de mobilier et de matériel de travail comme les appareils topographiques pour le fonctionnement et pour les directions régionales. La réponse est qu'un projet d'acquisition de véhicules, de motos, d'appareils et de mobiliers est en cours.

La dotation de matériels de sécurité à chaque technicien. La



le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat et ses collaborateurs échangent avec le syndicat du ministère.

réponse est que les techniciens bénéficient de matériel de sécurité.

Règlement 14 de l'UEMOA : l'ONASER et les Douanes se donnent la main pour sa mise en œuvre intégrale

Région du centre

La salle de réunion de la Direction Générale des Douanes a abrité le lundi 06 mars 2017 à Ouagadougou, une réunion de travail sur les modalités du délestage des véhicules en surcharge. La réunion a été coprésidée par le Directeur Général de l'Office National de la Sécurité Routière, Mamadou Ouattara et son homologue de la Direction Générale des Douanes, Adama Savadogo. Chacun était

entouré de ses techniciens.

Compte tenu de certains impératifs qui se profilent à l'horizon relatifs à la mise en œuvre du règlement 14, il était nécessaire que l'ONASER et les Douanes accordent les violons, et ce conformément à une des recommandations de la réunion du 1er février 2017 relative au délestage des véhicules en surcharge. En effet, il avait été convenu que le Directeur

Général de l'ONASER rencontre le Directeur Général des Douanes afin de discuter des modalités pratiques, étant entendu que l'administration douanière a une place importante dans le dispositif. Après une présentation des dispositions du règlement 14 relatives au délestage et au transbordement, les deux services sont passés aux questions de compréhension avant de s'accorder sur les modalités de mise en œuvre du règlement 14.

La suite à la page 10



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

Pour le Directeur Général des Douanes, l'administration douanière du Burkina est prête à jouer sa partition, mais il a insisté sur l'application uniforme et concomitante du règlement 14 par tous les pays membres de l'UEMOA, et de façon rigoureuse par les pays côtiers qui abritent les ports d'embarquement des marchandises.

Toutefois, le délestage n'existant pas dans la pratique douanière, le Directeur Général des Douanes a souhaité que les services de l'ONASER, qui possèdent des pese-essieux, procèdent au délestage des véhicules en surcharge. Il a assuré de la disponibilité de ses services à assister

l'ONASER dans cette opération de délestage. Un manuel de procédure sera élaboré à cet effet. Un certain nombre d'hypothèses ont été dégagées par les deux structures.

-Hypothèse 1: Lorsque les véhicules en surcharge sont interceptés par les services de l'ONASER avant le poste de douane, ils sont conduits audit poste où ils sont délestés par les services de l'ONASER sous le contrôle de la douane qui établit les documents douaniers de la marchandise ;

- hypothèse 2 : Lorsque les véhicules en surcharge sont interceptés par les services de l'ONASER après les formalités douanières, ils sont reconduits par les services de l'ONASER au poste

de douane où ils sont délestés et les documents douaniers sont repris;

- hypothèse 3 : concerne les véhicules qui effectuent du transport national. Ces véhicules peuvent être délestés par les services de l'ONASER sans l'implication des douanes. Les douanes et l'ONASER se sont engagés, chacun en ce qui le concerne, à aplanir les difficultés qui se présenteront dans l'application intégrale du règlement 14. Pour le Burkina Faso, c'est le 1er avril 2017 qui verra le démarrage de sa mise en œuvre.



La réunion de travail était les modalités du délestage des véhicules en surcharge.

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**
Recevez l'actualité du jour , à 12 000 f cfa / ans

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



- Du 15 février au 15 mars
- Du 15 Juillet au 15 août
- Du 15 septembre au 15 octobre

Obtenir un niveau supérieur avec une attestation

Préparation aux : TOEIC - TOEFL

Nous vous offrons aussi la possibilité d'apprendre l'anglais en ligne et obtenir une attestation avec ED - ENGLISH DISCOVERIES qui est une solution complète d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent du lundi au vendredi de 18h à 20h

INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
F CFA

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;



INFO FLASH

Brèves

Boko Haram : premières condamnations dans le procès de masse au Niger
Le procès de présumés combattants de Boko Haram s'est ouvert dans la plus grande discrétion à Niamey depuis le 2 mars dernier, sous très haute surveillance policière. Au total, 1 300 hommes seront jugés d'ici les prochains mois par vague de 250 à 350 combattants. Ces procès permettent aux autorités judiciaires du Niger de désengorger les prisons de haute sécurité du pays. Dans une des salles annexes d'audience du pôle terroriste où se tient le procès, il y a plus de forces anti-terroristes que de combattants présumés de Boko Haram. Sécurité oblige. Les premières condamnations sont déjà connues. Les prisons de haute sécurité seront bientôt désengorgées. « Les premières notes qu'on peut relever, c'est que les condamnations pour ceux qui ont été déclarés coupables varient de 9 ans à 4 ans », précise le procureur de la République. Quant aux infractions criminelles commises par les éléments de Boko Haram, elles seront bientôt jugées par la chambre des jugements de la cour d'appel de Niamey.

Libye : Vers une nouvelle guerre de pouvoir
Une nouvelle guerre pour le pouvoir en Libye s'est engagée. En effet, des milices islamistes extrémistes auraient repris par surprise deux champs pétroliers à l'Est du pays et a fait avorter ainsi tous les efforts conduits par les pays voisins de la Libye pour réunir le Premier ministre de Tripoli Fayez el-Sarraj et le maréchal Khalifa Haftar. En l'absence de dialogue les tambours de guerre se font à nouveau entendre. Si l'on en croit un haut responsable des forces de l'Est libyen dirigées par le maréchal Khalifa Haftar, les préparations sont terminées. Des forces continuent à arriver dans le croissant pétrolier avant de livrer bataille. Les milices islamistes quant à elles, ont annoncé dans une conférence de presse tenue à Misrata qu'elles continueront leur marche jusqu'à libérer Benghazi. A l'ouest de cette ville, une guerre les oppose aux forces de Haftar depuis plus de deux ans et demi. Ces brigades disent pouvoir disposer de 4 000 officiers. Plusieurs experts considèrent qu'il est difficile pour Haftar de déloger les islamistes des champs pétroliers après avoir perdu cette bataille, mais le terrain libyen est visqueux : ce qui est impossible aujourd'hui peut être possible demain et vice-versa.

Rédaction SCi





JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

- **Poste : COMPTABLE**
- **Type d'offre : Emploi**
- **Métier(s) : Finances/Comptabilité**
- **Niveau(x) : BAC+2, BAC+3**
- **Expérience : Minimum 2 ans**
- **Lieu: Côte d'Ivoire**
- **Date de publication: 09/03/2017**
- **Date limite: 30 / 03 / 2017**

ONAD RECRUTE COMPTABLE

DESCRIPTIF DU POSTE L TACHES ET RESPONSABILITES

Sous l'autorité du Chef Comptable, le comptable sera chargé de :

- Gérer la comptabilité générale et auxiliaire fournisseurs et clients;
- Saisir les factures fournisseurs et clients;
- Etablir des bordereaux et leur dépôts à la banque;
- Etablir des déclarations fiscales (TVA et impôts divers...) et leur saisie;
- Comptabiliser les opérations diverses (OD) de paye et des charges sociales :

- Comptabiliser des immobilisations et amortissements;
- Pointer des comptes de tiers ;
- Savoir analyser et synthétiser les comptes ;
- Toute autre tâche relevant de ses compétences à la demande du supérieur hiérarchique.

II. QUALIFICATIONS REQUISES ET EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

- Etre titulaire d'un diplôme d'un BTS/DCG Finances Comptabilité (minimum Bac + 2) ;
- Avoir au moins deux (2) années d'expérience professionnelle en tant que comptable dans une entreprise.
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique, des logiciels courants (Word, Excel, Power point, internet explorer) et autres outils de communication;
- Bonne connaissance des chiffres et de l'analyse financière;
- Etre rigoureux, avoir un excellent esprit d'équipe tout en étant autonome, un bon sens de l'organisation, un esprit d'analyse et de synthèse, être ponctuel.

III. DOSSIER DE CANDIDATURE

- une lettre de motivation manuscrite et prétention salariale;
- un curriculum Vitae (CV) détaillé et photo;
- les attestations certifiées pour les déclarations figurant dans le CV;
- la photocopie des diplômes;
- la photocopie de la pièce d'identité ou du passeport. Le dossier de candidature doit être déposé au plus tard le 30 mars 2017 à l'adresse suivante : Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD)

Tél.: 00225 22 40 41 99
FAX: 00225 22 40 41 95
BP : 01 BP 11 025 Abidjan 01

Email : info@onad.ci

**SEULES LES CANDIDATURES
RETENUES SERONT
CONTACTEES**



**OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC
BOBO DANS LES MEILLEURES
CONDITIONS**



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Triangle
Génération Humanitaire

Support Chef de
projet Eau, Hygiène et
Assainissement- RCA

Description

Présentation de TGH

« Acteur d'une solidarité durable et partagée »

Créée en 1994, Triangle Génération Humanitaire, association française de solidarité internationale basée à Lyon, élabore et met en œuvre des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socio-éducatif et du psychosocial. TGH travaille actuellement dans 11 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient.

C o n t e x t e

Considérée comme l'un des pays les plus pauvres et instables au monde, la République Centrafricaine (RCA) traverse la crise humanitaire la plus grave depuis son indépendance en 1960. Suite au coup d'Etat du 24 mars 2013, les changements successifs de régime ont contribué à une escalade des violences intercommunautaires, multipliant les violations des droits de l'homme, les déplacements massifs de population, la destruction de biens et la perte des moyens de subsistance pour la population. En décembre 2016, 2,2

millions de personnes avaient encore besoin d'assistance, soit quasiment la moitié de la population globale.

La région de la Ouaka est aujourd'hui considérée comme prioritaire en matière d'aide humanitaire d'urgence. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, les personnes déplacées sur les sites ou hébergées en familles d'accueil tout comme celles qui sont retournées dans leurs villages sur les axes autour de Bambari font face à une situation de grande vulnérabilité quant à leur accès à la nourriture et leurs conditions d'existence et leur niveau de résilience.

Présentation de la mission

TGH a débuté son action en RCA en 2007 pour soutenir les réfugiés du Darfour, dans la préfecture de la Vakaga. Aujourd'hui, l'association intervient en Vakaga dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, ainsi que de l'éducation. Parallèlement, l'association s'impose depuis 2011 comme l'un des acteurs humanitaires majeurs de la préfecture de la Ouaka, où elle mène différents projets dans les secteurs de la sécurité alimentaire et du développement rural, de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement (EHA) et de l'éducation. A Bangui, où le phénomène des enfants des rues (EDR) connaît une progression alarmante, les services de l'antenne mobile mis en place depuis 2014 par TGH garantissent aux enfants un accès à des services socio-

éducatifs et médicaux de base, et participent au processus de réunification familiale et de placement en famille d'accueil.

La mission est financée à hauteur de 3.5 millions d'euros. L'équipe actuelle est composée d'une dizaine de personnels expatriés et d'environ 90 personnels nationaux, répartis sur les différentes bases opérationnelles (Bangui, Bambari et Birao).

Présentation des projets

Projets multi-bailleurs et multisectoriels.

Assistance d'urgence aux populations affectées par le conflit et aux déplacés internes de Bambari

Intervention en eau hygiène et assainissement sur l'axe Bambari/Ngakobo (aménagement de sources et promotion de l'hygiène)

Afin de répondre aux besoins en EHA sur les sites de déplacés à Bambari, plusieurs actions sont menées :

Gestion quotidienne de l'unité de traitement d'eau d'urgence et livraisons d'eau sur sites par camion à Bambari.

Point de chloration de l'eau au niveau de puits ouvert vulnérables aux contaminations bactériologiques. Pérennisation de l'accès à l'eau potable par la mise en place et la gestion de stations de pompage.

Construction de latrines et de points de lavage des mains et autres activités d'assainissement sur les sites de déplacés de Bambari et de Ngakobo.

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

Aménagement de sources pour améliorer l'accès à l'eau potable dans des localités rurales sur l'axe Bambari/Ngakobo, distribution de non-vivres et promotion de l'hygiène.

Promotion de l'hygiène sur les sites de déplacés.

P o s t e

Ce poste a pour objectif d'assister le chef de projet dans la supervision et la gestion d'activités au sein de ces projets, à travers la mise en œuvre et le monitoring des activités, la logistique et l'administration liées à ces projets et la gestion des équipes.

Il/elle est placé(e) sous la responsabilité du Chef de projets WASH et travaille en collaboration avec le responsable de la cellule technique EHA basé au siège. Il/elle participe à la supervision de l'équipe dédiée aux projets.

Il/elle assume les responsabilités suivantes, sous la supervision du Chef de projets WASH :

Gestion de projets

Réaliser les évaluations préalables aux interventions en EHA sur l'axe Bambari-Ngakobo

Planifier et superviser les activités, en particulier celles prévues sur l'axe Bambari/ Ngakobo (aménagement de sources, promotion de l'hygiène et distribution de non-vivres)

Capitaliser les informations liées au travail effectué en fonction des besoins et opportunités

Gestion des équipes

Planifier, encadrer et superviser le travail de l'équipe

Renforcer les capacités de chaque membre de l'équipe selon les besoins évalués

Assurer une bonne coordination et une bonne communication interne, notamment par la tenue de réunions régulières avec l'équipe

Donner des retours au chef de projets et le cas échéant au coordinateur terrain, sur les enjeux et problématiques soulevés par son équipe

Assurer la résolution des conflits au sein de l'équipe et tenir informé le chef de projet

Gestion logistique et administrative

Planifier les achats en lien avec le chef de projet et l'équipe logistique

Participer activement au prévisionnel des dépenses

Participation à la coordination de la mission

Participer aux réunions de coordination internes

Rédiger les rapports internes aux échéances prévues

Communiquer avec le chef de projet, le coordinateur terrain, le chef de mission et le responsable de la cellule technique sur l'avancement du projet, les problèmes rencontrés, les risques évalués, etc. et proposer des solutions

Echanger autant que nécessaire avec les collègues centrafricains et expatriés sur le déroulement

du projet, les interventions prévues, les contacts pris avec les autorités locales, etc.

Participation à la coordination entre les acteurs EHA à Bambari

Participer au groupe de travail visant à la mise en place d'une base de données pour les infrastructures d'accès à l'eau et à l'assainissement à Bambari et alentours

Reporting / monitoring

Mettre à jour et diffuser les outils de suivi projets internes

Compiler et mettre à jour les bases de données internes

Concevoir et réaliser une enquête CAP

Participer à la rédaction des rapports d'activités destinés aux bailleurs

Participer à la rédaction des propositions de projets pour les activités WASH

S é c u r i t é

Veiller à l'application des consignes de sécurité sur la base et les équipes déployées sur le terrain

Participer à la collecte et à l'analyse des informations sécuritaires, en lien avec le Coordinateur terrain

Ces responsabilités pourront être revues en fonction des évolutions des besoins sur le terrain et en fonction du profil du candidat qui sera retenu pour ce poste.

Conditions de sécurité, de travail, et de vie

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

Le contexte sécuritaire impose le respect de règles de sécurité (couvre-feu, suivi des mouvements, etc).

Les déplacements sur le terrain en dehors des villes principales sont possibles mais nécessitent une analyse préalable. Les déplacements en ville ne sont en général pas sujets à restriction, sauf tension en ville. TGH est un acteur humanitaire connu et apprécié dans la zone.

TGH dispose d'une grande concession bureau-base de vie sécurisée en bordure de la rivière Ouaka et à proximité du centre-ville. Les expatriés partagent une maison / bureau divisés en deux bâtiments distincts et ont chacun leur espace de vie. L'électricité est fournie par un générateur durant les heures de travail, et un système de batterie auxiliaire permet d'alimenter les soirées et weekends. Une connexion wifi est disponible sur toute la base, et le réseau téléphonique est fonctionnel dans la zone urbaine de Bambari. Un retour régulier sur Bangui permet aux expatriés de se reposer et de profiter de certains loisirs disponibles sur Bangui.

Ville Bambari

Expériences / Formation du candidat

Formation Responsable

Programme EHA
Bioforce appréciée

Expérience souhaitée d'au moins 1 an sur un poste de gestion de projet EHA, idéalement en réponse à une crise humanitaire, avec une composante construction importante.

Bonne connaissance du milieu humanitaire (ONG, UN, UE...).

Connaissances en construction d'infrastructures, idéalement en lien avec les thématiques EHA (aménagements de sources, puits, latrines durables et d'urgence, etc.)

Capacités à mettre en place et à dispenser des formations auprès des équipes locales

Bonne capacité **organisationnelle**

Maîtrise des outils informatiques, à minima Pack Office, Internet / Outlook, et Google Earth

Capacité et motivation pour vivre et travailler en équipe

Capacité à vivre dans un contexte sécuritaire instable

Langues parlées

Bonnes capacités rédactionnelles en français

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Génie civil, Hydraulique

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat C D D

Durée du contrat

2 mois (renouvelables en fonction des financements) à partir de mars 2017

Salaire / Indemnité

Contrat salarié, salaire mensuel brut de 1 550 à 2 100 € selon expérience, per diem mensuel 580 €, prise en charge d'une couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge du logement et du transport international et local dans le cadre de la mission, repos tous les 3 mois.

Plus d'informations sur www.trianglegh.org, rubrique « Participer ».

Possibilité de départ en famille : non

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Nom de la personne contact

Laure Maynard

Email de la personne contact recrutement@trianglegh.org

Date de fin de validité 31/03/2017





ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Avis de recrutement

Poste: Gret – Professionnels du développement solidaire

Un-e chargé-e de projets/études, en CDI au siège, dans le domaine de la gestion des ressources naturelles

Description

Fondé en 1976, le Gret est une ONG française de développement qui agit du terrain au politique pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Dans plus de 30 pays, ses professionnels interviennent sur une palette de thématiques afin d'apporter des réponses durables et innovantes pour le développement solidaire. Il combine actions de terrain avec des activités d'expertise, de contribution aux politiques publiques et de capitalisation/diffusion de références.

C o n t e x t e

Depuis plus de 20 ans, le Gret intervient pour la gestion durable et concertée des ressources naturelles au bénéfice des populations locales. Ses actions se déclinent en plusieurs thématiques : gestion et valorisation durable des forêts, gouvernance des aires protégées, gestion intégrée des ressources en eaux et des zones côtières, instruments économiques de gestion de l'environnement ; les politiques d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Chacun de ces volets intègre trois axes de travail :

Le test, le développement et la promotion de systèmes d'exploitation des ressources naturelles (agro-forestières, forestières, eau agricole) qui soient durables, économiquement pérennes, adaptés aux besoins et contraintes des populations locales, et qui contribuent à la préservation de la biodiversité et à la lutte contre le changement climatique ;

La mise en place d'une bonne gouvernance des ressources naturelles et de l'énergie par des modalités et mécanismes de gestion et de cogestion, de délégation et de régulation dans des cadres institutionnels en construction ;

Le partage de l'information par la formation et le renforcement de capacités, la mutualisation de bonnes pratiques, l'animation de réseau d'échanges et de réflexion.

En 2016, une quinzaine de projets et études étaient mis en œuvre dans 13 pays, en Asie du Sud-Est (Cambodge, Laos, Vietnam, Myanmar), en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Mauritanie), en Afrique Centrale (R.-Congo, Ouganda), dans l'Océan Indien (Madagascar), dans les Caraïbes (Haïti) et en Amérique latine (Brésil, Equateur). Ces projets mobilisaient une soixantaine de salariés.

M i s s i o n

Sous l'autorité du responsable du département Services Essentiels et Ressources

Naturelles (SEREN), le (la) chargé(e) de projets / études travaillera plus spécifiquement sur la thématique gestion des ressources naturelles communes et du développement des populations rurales en périphérie des AP ou d'espaces communautaires.

Il (elle) sera chargé(e) de développer de l'activité (projets, études, capitalisations) en lien avec ces thématiques et d'appuyer les équipes basées sur les terrains d'intervention dans la conduite des actions.

Plus spécifiquement, les principales missions qu'il (elle) sera amené(e) à exercer sont :

Assurer le montage, la négociation avec des partenaires techniques et financier, et le suivi contractuel, technique et financier d'actions dans les domaines de la gestion des ressources naturelles communes et du développement des populations rurales en périphérie des AP ou d'espaces communautaires ;

Réaliser des missions d'appui/conseil technique et d'expertises dans ces mêmes domaines : études techniques, enquêtes socio-économiques, diagnostics organisationnels, évaluations de projets, formations, etc. ;

Superviser le travail des équipes du Gret impliquées dans la mise en œuvre des projets sous sa responsabilité. En particulier, appuyer les chefs de projet et les assistants techniques dans la définition et

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

l'actualisation des stratégies et méthodologies d'intervention ;

Assurer les relations avec les partenaires techniques et financiers impliqués dans les projets sous sa responsabilité. Prospecter et construire de nouveaux partenariats financiers et opérationnels ;

Formaliser les savoirs, les méthodes et outils utilisés dans son domaine d'intervention. Contribuer à la réflexion stratégique et à la capitalisation sur la thématique EPAD à partir de son expérience dans le secteur ;

Assurer une communication régulière sur ses projets et contribuer aux débats sur les thématiques du département et aux réflexions internes au Gret ;

Le (la) chargé(e) de projets et d'études travaillera sous l'encadrement du responsable de programme GRN et sous la supervision du responsable de département.

Ville Nogent-sur-Marne

Expériences / Formation du candidat

Formation supérieure dans les domaines de l'environnement, la gestion des ressources naturelles, développement rural ;

Au minimum 8 années d'expérience professionnelle dans plusieurs des domaines suivants : gestion des ressources naturelles, la gouvernance des aires protégées / aires de conservation, le développement de filières agricoles et/ou

forestières, la planification du développement et l'aménagement territorial, le renforcement institutionnel ;

Une expérience professionnelle de chef de projet dans un ou plusieurs pays en développement d'au moins 5 ans.

Langues parlées

Maîtrise de l'anglais exigée.

Qualité du candidat

Une maîtrise avérée des outils d'ingénierie sociale ;

Capacité avérée à conduire des expertises : études de faisabilité, évaluation, etc. ;

Solide expérience de montage et de suivi de projets complexes (plusieurs bailleurs et partenaires) ;

Connaissance des bailleurs de fonds (UE, AFD, coopération décentralisée, etc.) et de leurs procédures ;

Capacité d'adaptation, bon relationnel, intérêt pour le travail en équipe et en contexte interculturel ;

Bonne capacité d'analyse, rédaction et de synthèse ;

Une expérience professionnelle en Afrique de l'Ouest serait un plus ;

La maîtrise des outils logiciels de cartographie serait un plus.

Fonctions Communication, Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche

Activités Agriculture,

Environnement

Pays Europe, France

Contrat C D I

Durée du contrat

Poste de chargé-e de projets/études, en CDI, associé à une période d'essai de 4 mois.

Salaire / Indemnité

Conditions, rémunération

Le poste est basé au siège du Gret à Nogent-sur-Marne, avec des missions régulières sur les terrains d'intervention du programme GRN (5 à 7 missions par an). Démarrage : avril 2017.

Salaire à partir de 2538 euros bruts mensuels sur 13 mois (33K€ annuel) selon l'expérience et la grille de salaire du Gret + tickets restaurant et mutuelle prise en charge à 50% par le Gret.

Documents à envoyer

Merci d'adresser les candidatures, CV et lettre de motivation, avant le 30 mars 2017 à l'adresse suivante accueil@gret.org indiquant la référence suivante « Poste Chargé projet GRN-SEREN ».

Seuls les candidats sélectionnés seront contactés. Merci de ne pas téléphoner.

Pour en savoir plus sur le Gret : www.gret.org

Date de fin de validité 30/03/2017



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en

version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

04/03/2017 AU 11/03/2017 Groupe IV

1200 logement	25 36 02 52	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Afiya	25 48 83 47	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Bethania	25 31 31 41	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Choukouroula	25 40 93 76	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Circulaire Sède	25 38 44 91	Maignon	25 31 01 20	Vidal	25 31 52 88
Diawara	25 30 61 68	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Espoir	25 31 54 12	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Gare	25 31 62 06	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hippodrome	25 34 02 32	Ouédraogo	25 37 16 52		
Hôpital	25 30 66 41	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
Jean Paul II	25 41 81 54	Principale	25 37 54 15		
Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02

Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Bernard M' Pempé Hien

- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Frédérick PoOda

- Valentin Ouedraogo

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

-Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

-Paul Soma

-Arjuman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Aminata PORGO

Brenard HIEN

Deil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial

+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +22664200026 / +22672080303 / +22661080303 / +22672070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*